

Investissements directs étrangers : une féroce concurrence

Le recul affiché ces derniers temps par le droit économique algérien en matière d'investissements directs étrangers n'est toujours pas facile à comprendre tant par les investisseurs étrangers que par les analystes et observateurs économiques.

L'Algérie doit-elle, peut-elle se passer des IDE qui apparaissent bien aujourd'hui comme le vecteur privilégié d'impulsion de la croissance économique, de transfert des connaissances et des savoir-faire même s'il a, bien évidemment, un coût qu'il faudra toujours veiller à contenir ?

Peut-on se permettre d'attendre (quoi ?) et de traîner le pas au moment où nos voisins font de considérables progrès dans ce domaine ?

Une enquête menée en 2008 par le groupe de consulting Ernst et Young auprès de 315 investisseurs internationaux répartis sur l'Europe du Nord, la zone euro-med, les USA et l'Asie, fournit d'intéressantes informations sur la perception qu'ont ces investisseurs sur les pays du sud de la Méditerranée et notamment sur les perspectives économiques de cette région en matière d'attractivité des IDE.

Une première conclusion de cette enquête souligne le fait que la rive sud de la Méditerranée devient de plus en plus attractive pour les opérations industrielles et même plus attractive que l'Europe dans les 3 années à venir mais encore moins attractive que les anciens pays socialistes (communistes) d'Europe centrale et orientale.

La Turquie est désignée par ces investisseurs comme l'emplacement industriel le plus attractif (17% des réponses recueillies).

Le Maroc et la Tunisie figurent parmi les 5 pays les plus cités en tant que sites de localisations industrielles avec 9% et 8% des réponses recueillies respectivement.

Parmi les capitales régionales les plus attractives, dans la zone sud de la Méditerranée, les investisseurs interviewés citent Casablanca (11% des réponses), le Caire (15%) et plus particulièrement Istanbul (25%) qui renforcent progressivement leurs rôles de pôles d'attractivité économique (cf. ci-dessous tableau).

Le Maroc et la Tunisie ont ancré, dans l'opinion des investisseurs étrangers, leur positionnement en tant que localisations phares de centres de contact (call centers).

Les investisseurs étrangers interviewés rappellent que les critères d'attractivité les plus appréciés sont les infrastructures de transport et de télécommunication sur lesquelles la rive sud de la Méditerranée a réalisé d'importants progrès. Ces deux critères sont déterminants pour l'accès à des marchés de taille de plus en plus grande. En revanche, l'enquête révèle que dans le domaine des ressources humaines, la rive sud de la Méditerranée enregistre des déficits en termes de formation et de qualification de la main-d'œuvre.

Enfin, les investisseurs accordent une importance significative à la stabilité politique (54% des investisseurs), les coûts salariaux et fiscaux pour leur part sont cités comme critères d'attractivité par 47% des interviewés. Les investisseurs étrangers considèrent que l'attractivité de la rive sud s'améliorerait considérablement avec l'amélioration de la stabilité poli-

tique de la région, l'assouplissement de la réglementation relative à la circulation des capitaux, des biens et des travailleurs.

Les investisseurs internationaux ont classé les capitales les plus attractives.

Les capitales leaders de l'espace euroméditerranéen

Capitales	Pourcentage des réponses favorables
Barcelone	52%
Rome	32%
Istanbul	25%
Le Caire	15%
Casablanca	11%
Tunis	11%
Alger	3%
Tripoli	2%

L'enquête a révélé aussi le classement des pays les plus attractifs de l'espace euro-méditerranéen selon les activités que les investisseurs seraient prêts à y localiser.

Pays	ACTIVITÉS À LOCALISER		
	Centres de décision	Activités industrielles	Centres de contact
France	20 %	8 %	9 %
Espagne	12 %	12 %	7 %
Italie	8 %	—	—
Maroc	6 %	9 %	12 %
Turquie	6 %	17 %	6 %
Tunisie	—	8 %	5 %

En pourcentage des réponses favorables (315 investisseurs internationaux)

Les investisseurs internationaux interviewés ont par ailleurs donné leurs opinions sur les pays les plus prometteurs en termes d'activités à forte valeur ajoutée et de recherche-développement. Le résultat a été le suivant :

Pays	Pourcentage de réponses
Turquie	21%
Israël	15%
Maroc	12%
Egypte	6%
Tunisie	6%
Jordanie	4%
Libye	3%
Algérie	2%
Liban	2%
Syrie	1%

S'agissant des intentions de localisation de leurs investissements, les investisseurs internationaux enquêtés ont donné les réponses suivantes :

Intentions de localisation dans le Bassin euro-méditerranéen

Pays	Pourcentage de réponses favorables
Maroc	26%
Turquie	23%
France	18%
Espagne	16%
Algérie	14%
Egypte	13%
Tunisie	13%
Italie	11%

En ce qui concerne les facteurs les plus pris en considération par les investisseurs internationaux au moment de décider de la localisation de leurs investissements dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, le classement est le suivant :

Attractivité de la rive sud par critère d'implantation

Critères	Poids
Marché domestique	58%
Infrastructures, transports, télécoms	54%
Langues	53%
Compétences	52%
Coûts	46%
Législation du travail	46%
Stabilité politique	45%
Capacités de recherche et développement	35%



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Comme on peut le constater, la rive sud de la Méditerranée, si l'on en croit les investisseurs internationaux qui ont été enquêtés, ne cesse d'améliorer son attractivité et notamment dans les activités industrielles, les activités logistiques et les services support (centres de contact). Cette région serait, selon l'étude de Ernst et Young, «le futur relais de croissance de l'espace euro-méditerranéen» grâce à ses marchés domestiques et son accessibilité. Il reste à en améliorer la qualification des ressources humaines, la compétitivité des coûts de production (notamment par rapport aux pays asiatiques et d'Europe centrale et orientale).

Mais il faut souligner notamment à l'intention de nos policymakers que la concurrence entre les pays de la rive sud est vive et tout retard pris en termes d'attractivité sera très difficile à rattraper.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* ont appris avec une immense tristesse le décès de leur confrère

MOHAND SAOU
journaliste
à la Chaîne III.

En cette pénible circonstance, ils présentent à la famille du défunt leurs sincères condoléances et la prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille le défunt en Son Vaste Paradis et lui accorde Sa Sainte Miséricorde.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

SUR FOND DE CRISE ÉCONOMIQUE, LE PAIEMENT DES RETRAITES

Un thème polémique en Espagne

L'Espagne est, avec l'Italie, le deuxième pays européen avec les plus bas taux de natalité en Europe et, par conséquent, avec une forte présence démographique des personnes du troisième âge, dont le volume des pensions de retraites pèse lourdement sur les dépenses de la Sécurité sociale.

De notre bureau de Madrid, Al-Mansour

Atteinte par la crise économique de plein fouet, l'Espagne montre une baisse continue du nombre d'affiliés à la Sécurité sociale, liée à l'augmentation alarmante du taux de chômage dans le pays.

Ce sont donc les deniers de l'Etat qui devront combler le manque à gagner résultant de cette situation dans les caisses de la Sécurité sociale. Or, selon les dernières déclarations du gouverneur de la Banque d'Espagne, Fernández

Ordóñez, l'excédent de la Sécurité sociale pourrait disparaître très vite dans le contexte actuel de crise économique et la possibilité d'augmenter les dépenses publiques n'existe plus.

Il propose donc une réforme du système des pensions de retraite, en donnant l'exemple de pays qui ont rallongé le nombre d'années de cotisation pour obtenir la pension ou qui ont repoussé l'âge de la retraite.

Ce sombre tableau dressé par le plus grand financier du pays a provoqué la réaction du gouvernement espagnol, qui, par la voix de sa première vice-présidente, María Teresa Fernández de la Vega, a voulu lancer un message apaisant en affirmant que le fonds de la Sécurité sociale dispose d'un excédent suffisant et que le paiement des pensions est garanti.

Dans l'intention de dépasser la polémique, la vice-présidente a souligné aussi que les différences d'appréciation entre l'administration générale de l'Etat et la Banque d'Espagne étaient dues à la

«normalité démocratique», tout en défendant, par ailleurs, l'autonomie du gouverneur de cette institution. Au-delà de son aspect financier, la question des pensions investit le champ politique au vu de l'enjeu électoral que représente la frange de l'électorat constituée par plus de huit millions de bénéficiaires des pensions.

Ainsi, voit-on le Parti populaire, principal parti d'opposition, s'aligner sur les positions du gouverneur de la Banque d'Espagne et appuyer sa proposition de réviser le système des pensions.

En réponse au doute introduit par le gouverneur de la Banque d'Espagne sur les capacités actuelles de l'Etat à répondre aux besoins de protection sociale, le président Zapatero réitère, pour sa part, que son gouvernement est socialiste, et par conséquent, «engagé surtout avec ceux qui se trouvent dans une situation très fragile».

Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel des choses, la réforme du système de pensions reste une perspective lointaine.

A.-M.